

La retraite : anticiper pour être prêt !



Les informations contenues dans ce document sont indicatives,
et les dispositifs décrits peuvent évoluer à tout moment.

Nous invitons nos lecteurs à faire toutes les vérifications nécessaires avant toute décision.

Sommaire

Éléments clefs de la retraite.....	3
Vos revenus à la retraite	3
Age de départ.....	3
Validation des trimestres	6
Calcul de retraite des fonctionnaires.....	6
Faire le point sur vos droits.....	8
Pour tous les personnels.....	9
Pour les fonctionnaires.....	10
Pour les salariés de droit privé.....	10
Retraite supplémentaire individuelle.....	13
Épargne salariale	14
Plan Épargne Groupe (PEG)	14
Plan Épargne pour la Retraite Collectif (PERCo).....	14
Pour toute votre épargne salariale	15
Prime de départ en retraite	16
Compte épargne temps et congés payés.....	18
Compte personnel de formation	19
Autres avantages	21
Activités sociales et culturelles (ASC).....	21
Produits et services Orange.....	21
Prévoyance et complémentaire santé	22
Prévoyance décès, incapacité, invalidité (DII).....	22
Complémentaire santé	23
Votre départ en retraite	27
Votre check-list avant le départ.....	28
Versements postérieurs au départ en retraite	29
Le cumul emploi-retraite.....	30
Glossaire	31
Restons en contact	32

Éléments clefs de la retraite

Vos revenus à la retraite

Les personnels du groupe Orange bénéficient d'une retraite composée d'un ensemble de rentes, pensions ou primes, obligatoires ou facultatives, qui dépendent notamment du montant des cotisations salariales et patronales et, pour les régimes par capitalisation comme le PERCo, du capital que vous y avez versé pendant votre période d'activité professionnelle.

Statut	Régimes de base obligatoires	Régimes complémentaires obligatoires	Régimes facultatifs collectifs		Autres
Fonctionnaires	Régime pensions civiles	RAFP pour tous, sur le Complément France Télécom	PERCo		Préfon (épargne retraite souscrite à titre individuel)
Salariés de droit privé	Régime Général CNAV	AGIRC-ARRCO		Article 83	Prime de départ en retraite selon convention collective

Age de départ

3 repères permettent de définir l'âge du départ en retraite :

- ♦ **l'âge légal de départ** : à partir duquel on peut demander à partir en retraite ;
- ♦ **la limite d'âge** : à partir de laquelle l'employeur peut exiger le départ en retraite (mise à la retraite d'office), sauf cas dérogatoire (voir liens page suivante) ;
- ♦ **le nombre de trimestres validés pour le calcul de vos droits à retraite**, qui déterminent le moment à partir duquel vous toucherez une retraite « à taux plein ».

L'âge légal de départ et le nombre de trimestres nécessaires pour obtenir le taux plein sont identiques pour les fonctionnaires et les salariés de droit privé. En revanche, la limite d'âge diffère selon le statut (voir tableaux pages suivantes).

Mise à la retraite d'office

Avant la limite d'âge, l'employeur ne peut pas prononcer la mise à la retraite d'office, sauf en cas d'invalidité pour les fonctionnaires (voir lien page suivante). Il peut proposer le départ en retraite, mais la personne concernée n'est pas obligée de l'accepter : bien vérifier les dispositions correspondant à votre statut.

Fonctionnaires

Les emplois de la fonction publique sont classés en deux catégories :

- ♦ **active** : emplois qui présentent un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles justifiant un départ anticipé à la retraite.
- ♦ **sédentaire** : tous les emplois non classés en catégorie active.

Année de naissance	Trimestres pour le taux plein (toutes catégories)	Âge légal sédentaires	Limite d'âge sédentaires et suppression de la décote
1952	164	60 ans et 9 mois	65 ans et 9 mois
1953	165	61 ans et 2 mois	66 ans et 2 mois
1954	165	61 ans et 7 mois	66 ans et 7 mois
1955, 1956, 1957	166	62 ans	67 ans
1958, 1959, 1960	167	62 ans	67 ans
1961, 1962, 1963	168	62 ans	67 ans
1964, 1965, 1966	169	62 ans	67 ans
1967, 1968, 1969	170	62 ans	67 ans
1970, 1971, 1972	171	62 ans	67 ans
après 1973	172	62 ans	67 ans

+ d'info

- ▶▶ ServicePublic.fr : [retraite dans la fonction publique : limite d'âge](#)
- ▶▶ ServicePublic.fr : [retraite pour invalidité dans la fonction publique](#)
- ▶▶ ServicePublic.fr : [emplois publics de catégories active et sédentaire](#)



Salariés de droit privé

Année de naissance	Trimestres pour le taux plein	Âge légal de départ	Taux plein automatique	Limite d'âge
avant juillet 1951	163	60 ans	65 ans	70 ans
de juillet à décembre 1951	163	60 ans et 4 mois	65 ans et 4 mois	70 ans
1952	164	60 ans et 9 mois	65 ans et 9 mois	70 ans
1953	165	61 ans et 2 mois	66 ans et 2 mois	70 ans
1954	165	61 ans et 7 mois	66 ans et 7 mois	70 ans
1955, 1956, 1957	166	62 ans	67 ans	70 ans
1958, 1959, 1960	167	62 ans	67 ans	70 ans
1961, 1962, 1963	168	62 ans	67 ans	70 ans
1964, 1965, 1966	169	62 ans	67 ans	70 ans
1967, 1968, 1969	170	62 ans	67 ans	70 ans
1970, 1971, 1972	171	62 ans	67 ans	70 ans
après 1973	172	62 ans	67 ans	70 ans

Le taux plein automatique à 65 ans : pour qui ?

Par exception, l'âge d'obtention automatique du taux plein reste fixé à 65 ans pour certaines catégories d'assurés. C'est le cas pour :

- ◆ les titulaires de l'allocation des travailleurs de l'amiante (ATA) ;
- ◆ les personnes, nées avant 1956, qui ont eu ou élevé au moins 3 enfants, ont réduit ou cessé leur activité pour élever un de ces enfants et ont validé un nombre minimum de trimestres avant cette interruption ou réduction ;
- ◆ les assurés qui ont interrompu leur activité pour être aidant familial ;
- ◆ les assurés qui ont validé au moins un trimestre au titre de la majoration de durée d'assurance pour enfant handicapé ;
- ◆ les assurés qui ont apporté une aide effective en tant que salarié, ou aidant familial, pendant au moins 30 mois à leur enfant bénéficiaire de la prestation de compensation du handicap (PCH).

+ d'info

- ▶▶ ServicePublic.fr : [âge de la retraite pour les salariés](#)
- ▶▶ L'Assurance Retraite : [retraite à taux plein dès 65 ans sans condition de trimestres](#)

Validation des trimestres

Pour les salariés de droit privé

Pour valider un trimestre, la CNAV s'appuie sur le niveau de salaire réellement perçu pendant le trimestre (avant 2014 : 200 heures payées au SMIC, après 2014 : 150 heures payées au SMIC). Le passage de 200 à 150 heures pour valider un trimestre permet à des travailleurs à temps partiel de valider des trimestres auparavant perdus pour le calcul de la retraite de base.

+ d'info

► La retraite en clair : [Combien d'heures pour valider un trimestre ?](#)

Pour les fonctionnaires

Toute fraction de trimestre égale ou supérieure à 45 jours est comptée pour un trimestre. La fraction de trimestre inférieure à 45 jours n'est pas prise en compte. **Il est donc important de bien choisir sa date de départ afin de valider un trimestre supplémentaire.**

Calcul de retraite des fonctionnaires

La pension de retraite des fonctionnaires est basée sur le traitement indiciaire : plus votre indice réel (appelé aussi « indice majoré ») est élevé, plus votre pension le sera. **Pour les fonctionnaires sous statut de fonction (IV.3 et au-delà)**, il est utile d'atteindre l'échelon fonctionnel le plus élevé possible pour optimiser votre retraite.

Grilles indiciaires des statuts de fonction - Date d'effet : 31/01/2017

IV.3 – emploi supérieur de 1^{er} niveau

Echelon	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	6 ^{ème}	7 ^{ème}
Durée	variable : 1, 2, 3 ou 4 ans						
Indice brut	626	694	762	826	898	962	1027
Indice réel	525	576	628	677	731	780	830

IV.3 – emploi supérieur de 2^{ème} niveau

Echelon	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	6 ^{ème}
Durée	variables : 1, 2, 3 ou 4 ans					
Indice brut	767	853	943	1027	A1 (1100)	A3 (1200)
Indice réel	632	697	766	830	885	967

Conditions définies par décret pour obtenir les échelons fonctionnels

1 ^{er} échelon fonctionnel indice brut : 1027 indice réel : 830	Les statuts de fonction IV.3 peuvent y accéder s'ils ont passé 8 ans en IV.3 dont 4 ans au 7 ^{ème} échelon Les statuts de fonction IV.4 peuvent y accéder dès leur nomination.
2 ^{ème} échelon fonctionnel indice brut : 1100 indice réel : 885	Les statuts de fonction en IV.4 peuvent y accéder s'ils ont 6 ans d'ancienneté en IV.4 et ont été rémunérés 3 ans sur l'échelon indiciaire A3

Mais chez Orange, remplir les conditions du décret ne suffit pas : les échelons fonctionnels ne sont attribués qu'après avis des RH, et il est nécessaire d'en faire la demande.

Détermination de l'indice attribué au moment du départ en retraite

- ◆ **Vous êtes IV.3** et remplissez les conditions pour obtenir le premier échelon fonctionnel : si la DRH vous l'accorde, vous partirez à l'indice 1027 / Indice réel majoré 830 ; si refus de la RDH, vous partirez sur le dernier indice du IV.2 (978/792).
- ◆ **Vous êtes IV.4**, vous pouvez obtenir le premier échelon fonctionnel et partir à l'indice 1027 (IR 830) à condition d'en faire la demande (jamais refusé jusqu'à présent). **Vous êtes IV.4** depuis 6 ans et êtes rémunérés 3 ans sur l'échelon indiciaire A3. **Au bout de 3 ans de rémunération en A3 et pas avant**, il faut demander votre passage au 2^{ème} échelon fonctionnel A1. Ce passage n'a aucune incidence sur votre rémunération mais est très important pour votre retraite. Dès l'acceptation de la direction, vous devez rester 1 an sur A1 pour bénéficier d'un départ en retraite en A1, puis 1 an sur A2 (grille indiciaire fonction publique IB1150) et enfin être rémunéré 6 mois minimum sur A3 pour bénéficier de cet indice à la retraite. Il faut donc anticiper la décision de passage au 2^{ème} échelon fonctionnel A1 au moins 2 ans ½ avant le départ en retraite, voire trois ans.

Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI)

Il s'agit de l'attribution de points d'indice majorés dont la valeur s'ajoute au salaire des statuts de fonction. Il est possible de consulter le décompte sur <https://ensap.gouv.fr>, mais le montant exact versé ne sera connu qu'au moment de la liquidation de la pension.

Elle est soumise à cotisation retraite et ouvre droit à un supplément de pension qui s'ajoute à la pension principale. Ce supplément est égal à la moyenne annuelle de la NBI perçue, multipliée, d'une part, par le nombre de trimestres de perception, et, d'autre part, par le taux de rémunération de chaque trimestre l'année d'ouverture du droit à pension.

+ d'info

- ▶ Légifrance : [décret relatif aux dispositions statutaires applicables aux corps des cadres supérieurs de France Télécom](#)
- ▶ anoo : [grilles indiciaires des fonctionnaires d'Orange](#)

Faire le point sur vos droits

Contrôler vos relevés de carrière et les droits accumulés auprès des différentes caisses, **au moins tous les cinq ans, et un an avant votre départ en retraite** peut vous permettre de bénéficier d'une meilleure retraite, notamment en faisant corriger les oublis.

Le relevé de carrière est souvent incomplet, et les démarches pour reconstituer les années manquantes sont longues, surtout si vous avez eu plusieurs employeurs (filiales, premières années d'activité, stages, enfants d'agriculteurs ou de commerçants ayant travaillé dans l'exploitation familiale, chômage, jobs d'été, service militaire ou civil ...).

Les bulletins de paie ne sont pas exempts d'erreurs, en particulier pour les salariés de droit privé. Il est donc utile de vérifier ses relevés de points pour identifier les anomalies criantes. Concernant les caisses complémentaires, les erreurs de prélèvements entre tranches A, B et C sont classiques.

A vérifier

- ◆ Comparer, année par année, votre rémunération brute soumise à cotisation retraite avec la rémunération figurant sur votre relevé de carrière.
- ◆ Vérifier que votre relevé de carrière comporte bien 4 trimestres par année. S'il en manque, vous risquez d'avoir à travailler plus longtemps pour atteindre le taux plein.
- ◆ Vérifier que tous vos employeurs sont bien répertoriés, avec les périodes d'emploi et les rémunérations correspondantes.
- ◆ N'oubliez pas le cas échéant de faire valider votre service militaire ou civil (article [L161-19 du code de la sécurité sociale](#))
- ◆ Vérifier que vos enfants sont bien pris en compte ([Maternité, paternité : quels avantages pour la retraite ?](#))

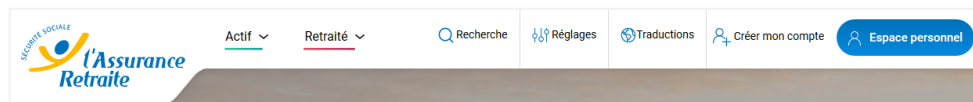
✂ Principales sources d'erreurs identifiées

- ◆ Lors des changements d'employeurs ou des faillites de ceux-ci.
- ◆ Lorsque vous avez plus de 12 fiches de paye sur une année civile.
- ◆ En cas de rémunération exceptionnelle.
- ◆ En cas de congés maladie ou de congés maternité.
- ◆ Avantages en nature non cotisés.
- ◆ Erreurs de cotisation.
- ◆ Déclaration de l'employeur pour prise en compte de l'année de départ en retraite par la caisse de retraite complémentaire, qui peut être erronée et doit être vérifiée.

Une formation utile

La formation Orange Learning « Je prépare ma retraite », à faire au moins 6 à 12 mois avant le départ, vous aidera à faire le point. À retrouver sur anoo : [je prépare ma retraite](#).

Pour tous les personnels



►► <http://www.lassuranceretraite.fr>

Vous trouverez sur ce site toutes les informations et guides dont vous avez besoin pour faire vos vérifications, répondre à vos principales questions, et télécharger une liste personnalisée des démarches à faire pour préparer et demander votre départ en retraite.

A télécharger et à vérifier en priorité :

- ◆ **Votre relevé de carrière** : véritable récapitulatif de votre carrière professionnelle, le relevé de carrière détaille les droits que vous avez acquis dans tous vos régimes de retraite obligatoires, de base et complémentaires.



►► <https://www.info-retraite.fr>

Vous y trouverez notamment :

- ◆ Un simulateur de votre pension de retraite (pour les fonctionnaires, l'indice majoré à indiquer correspond à l'indice réel de votre bulletin de paie).
- ◆ L'ensemble des régimes de retraite, de base et complémentaires, auxquels vous avez été affilié au cours de votre vie professionnelle (utile pour celles et ceux qui ont eu une carrière mixte sous différents statuts), avec les liens vous permettant d'accéder à leurs sites web pour consulter et éventuellement faire rectifier vos relevés de points.



Pour les fonctionnaires

Régime de base



ensap.gouv.fr
un site de la Direction générale des Finances publiques
L'espace numérique sécurisé de l'agent public de l'État

Accueil

L'espace numérique sécurisé de l'agent public

►► <https://ensap.gouv.fr>

- ◆ Les informations détaillées sur vos droits à la retraite de la fonction publique d'État. Vous pourrez demander une simulation de votre pension.
- ◆ Un formulaire pour demander les corrections nécessaires si des périodes travaillées ont été oubliées.

Régime complémentaire



Offres d'emploi Presse Publications Vidéos Questions fréquentes Contact FR EN

RAFP Retraite additionnelle de la Fonction publique

RAFP ET ERAFP BÉNÉFICIAIRES EMPLOYEURS UN INVESTISSEUR RESPONSABLE APPELS D'OFFRES

►► <https://www.rafp.fr>

- ◆ Informations générales et relevés de points pour votre retraite complémentaire de la fonction publique.

Le Régime de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (RAFP)

C'est un régime obligatoire, par points, institué en 2005 au bénéfice des fonctionnaires (titulaires et stagiaires) de l'État (civils et militaires), territoriaux et hospitaliers, et des magistrats (environ 4,5 millions d'agents concernés). La prestation complémentaire prend en compte les primes et rémunérations accessoires versées aux fonctionnaires pendant leur période d'activité. Compte tenu de son instauration récente, les pensions complémentaires versées à celles et ceux qui partent actuellement en retraite restent modestes.

Pour les salariés de droit privé

Régime complémentaire AGIRC-ARRCO



- ▶▶ <https://espace-personnel.agirc-arrco.fr>
- ▶▶ application mobile **Smart Retraite**
- ◆ Votre relevé de carrière, avec les points de retraite complémentaire accumulés pendant votre vie professionnelle.
- ◆ Un simulateur pour identifier les minorations / majorations qui s'appliquent sur votre retraite complémentaire Agirc-Arrco selon l'âge auquel vous partez.

Minoration/Majoration temporaire de votre retraite complémentaire

Nouveau dispositif destiné à encourager la poursuite de l'activité au-delà de l'âge auquel les conditions sont remplies pour bénéficier de la retraite à taux plein.

Si vous vous êtes né après le 1^{er} janvier 1957 et si vous remplissez les conditions pour bénéficier de la retraite à taux plein après le 1^{er} janvier 2019, vous êtes concerné.

3 cas de figure peuvent alors s'appliquer :

- ◆ Vous demandez votre retraite complémentaire à la date à laquelle vous bénéficiez du taux plein au régime de base : une minoration de 10% s'applique pendant 3 ans au montant de votre retraite complémentaire. La retraite cesse d'être minorée lorsque vous atteignez l'âge de 67 ans.
- ◆ Vous demandez votre retraite complémentaire 1 an après la date à laquelle vous bénéficiez du taux plein au régime de base : la minoration ne s'applique pas. Vous bénéficiez de la totalité de votre retraite complémentaire.
- ◆ Vous demandez votre retraite complémentaire 2 ans ou plus après la date à laquelle vous bénéficiez de votre retraite de base au taux plein : vous bénéficiez d'une majoration de votre retraite complémentaire pendant 1 an de :
 - ▶ 10 % si vous décalez la liquidation de votre retraite complémentaire de 2 ans,
 - ▶ 20 % si vous décalez de 3 ans,
 - ▶ 30 % si vous décalez de 4 ans.

Pour les salariés en bande G

Orange a mis en place une retraite supplémentaire, dite « article 83 », pour les salariés de droit privé en bande G. Cette retraite supplémentaire par capitalisation est gérée par Allianz.

Vous pourrez la toucher en rente viagère (imposable au titre de l'impôt sur le revenu), au moment où vous le souhaitez : c'est vous qui choisissez parmi de nombreuses options.

Plus vous la touchez tard, plus son montant sera élevé : le capital continue de produire des intérêts, et le montant de la rente versée dépend de votre espérance de vie au moment du premier versement.

En cas de décès avant l'âge de la retraite, le montant de l'épargne constitué est versé aux bénéficiaires désignés sous forme de capital ou de rente immédiate ou différée, selon le choix que vous aurez effectué.

+ d'info

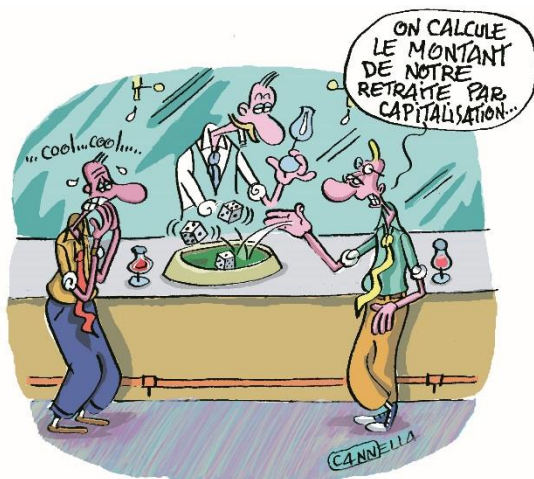
- ▶▶ Allianz : [Retraite supplémentaire salariés "article 83"](#)
- ▶▶ Accès à [votre espace personnel sur le site d'Allianz](#)

Ce que dit la loi

[L'article 83 du Code Général des Impôts](#) porte sur les sommes et cotisations déductibles du revenu imposable. En pratique, il désigne des contrats de retraite à cotisations définies.

Le contrat retraite « article 83 » permet de constituer un complément de retraite par [capitalisation](#) à destination des salariés. Ce [contrat](#) collectif à adhésion obligatoire est souscrit par l'entreprise au profit de tout ou partie de son personnel.

Il procure à terme aux salariés qui en bénéficient, une [retraite supplémentaire](#) versée sous forme de [rente viagère](#).



Retraite supplémentaire individuelle

En supplément des cotisations versées par vos employeurs, vous pouvez souscrire un contrat de retraite supplémentaire individuel facultatif, une assurance-vie, ou une solution d'épargne de long terme. Certains bénéficient d'exonérations fiscales, sur le versement des primes de souscription ou sur les revenus qui en résultent.

La loi PACTE transforme l'ensemble des dispositifs d'épargne retraite avec l'objectif de les harmoniser. Les anciens plans ne peuvent plus être souscrits depuis le 1^{er} octobre 2020. Ils peuvent être transférés vers les nouvelles formules, mais ce transfert n'est ni systématique ni obligatoire. Il vous appartient de vous renseigner sur ce qui est proposé par les organismes auprès desquels vous avez souscrit un contrat, et d'évaluer l'intérêt d'un transfert vers un PER Individuel (PER In).

Nouveaux dispositifs pour tous les personnels

- ▶ ServicePublic.fr : [plan d'épargne retraite \(PER\)](#)

Au sein du Groupe Orange, les nouvelles formules de PER d'entreprise, collectif ou obligatoire, ne sont pas encore en place. Actuellement, vous ne pouvez donc envisager des transferts que pour les contrats individuels facultatifs auxquels vous avez souscrit.

Anciens dispositifs pouvant faire l'objet d'un transfert

- ▶ ServicePublic.fr : [plan épargne retraite populaire \(PERP\)](#) / [assurance-vie](#)
- ▶ Eres : [modalités de transfert des anciens et nouveaux contrats retraite](#)

Autres dispositifs d'épargne

- ▶ ServicePublic.fr : [plan d'épargne en actions](#) (PEA)

Pour les fonctionnaires : Préfon-retraite a basculé en PER

Le contrat est devenu un PER In (Plan d'Épargne Retraite Individuel) le 1^{er} décembre 2019.

- ▶ Préfon-Retraite : [principe et fonctionnement](#) / [questions / réponses](#)



Épargne salariale

Plan Épargne Groupe (PEG)

Tous les fonds du PEG deviennent disponibles au moment de la retraite.

- ◆ **Attention**, le motif de déblocage « cessation du contrat de travail » n'est utilisable qu'une seule fois, pour un règlement unique des fonds placés dans le PEG avant la date de sortie du Groupe. Transférer tout ou partie de vos fonds du PEG vers le PERCo au moment de partir en retraite vous permet de les débloquer au fil de vos besoins pendant votre retraite.

Toutefois :

- ◆ Garder votre PEG ouvert jusqu'au versement de l'intéressement et de la participation peut vous permettre de bénéficier de l'abondement employeur l'année de votre départ (*voir ci-dessous*).
- ◆ En retraite, vous pouvez conserver votre PEG indéfiniment. Pendant les 2 ans qui suivent votre départ, vous continuez à bénéficier des Offres d'actions Réservées aux Personnels (ORP) avec accès à la décote. Tant que vous y détenez des actions Orange (FCPE Orange Actions), les frais de gestion de votre compte Amundi sont pris en charge par l'entreprise.

Plan Épargne pour la Retraite Collectif (PERCo)

Au sein du Groupe Orange, les nouvelles formules de PER d'entreprise collectif (PER Col) ne sont pas encore en place. Une négociation avec les représentants du personnel est prévue début 2021.

Le PERCo d'Orange est ouvert à tous les personnels d'Orange SA et de certaines filiales (sociétés adhérentes en annexe au [dernier avenant Perco](#) en vigueur).

Les sommes versées dans le PERCo sont bloquées jusqu'à la retraite, sauf [cas de déblocage anticipé](#). À partir de votre départ en retraite, vous pouvez toucher les fonds :

- ◆ en capital, net d'impôt, en une seule fois ou par tranches ;
- ◆ en rente viagère, soumise à l'impôt sur le revenu.

Vous pouvez aussi [alimenter votre PERCo à partir de votre compte épargne temps](#) (CET), à raison de 5 jours par an.

+ d'info sur anoo

- ▶▶ [Transférer des jours de votre CET vers le PERCo](#), avec un lien vers un simulateur et vers le formulaire de demande.

Quels fonds choisir ?

Plus vous approchez de la retraite, plus il est sage de choisir des fonds à faible niveau de risque, afin de sécuriser vos avoirs au maximum. Pour faire vos choix, vous pouvez vous informer :

- ▶ sur anoo : [mon épargne dans le PERCo](#) et [les modes de gestion du PERCo](#)
- ▶ sur le site [d'Amundi](#), la banque gestionnaire du PERCo d'Orange, après connexion à votre compte personnel

Au sein du PERCo, les arbitrages entre fonds (i.e. déplacement de vos avoirs d'un support de placement vers un autre) sont possibles à tout moment et sans frais.

Pour toute votre épargne salariale

Abondements de l'employeur

Vos versements, volontaires ou issus de la participation et de l'intéressement, bénéficient d'un abondement de l'entreprise ([jusqu'à 1100 € en 2020](#)), **à condition que vous soyez en activité dans le Groupe le 1^{er} du mois où vous déclarez votre choix de placement.**

L'année de votre départ, il faut donc partir après avril pour bénéficier des abondements sur l'intéressement et la participation.

- ▶ [abondement de l'entreprise](#) pour versements dans le PEG et/ou le PERCo

Frais de gestion PEG & PERCo après votre départ en retraite

Tant que vous détenez au moins une action Orange dans le FCPE Orange Actions du PEG, les frais de tenue de compte (PEG et/ou PERCo) sont pris en charge par l'entreprise sans limitation de durée. À défaut, ils sont pris en charge par l'entreprise pour une durée de 6 ans à compter du départ à la retraite.

- ▶ La fiche tarifaire détaillée est accessible sur le site d'[Amundi](#) (après connexion sur votre compte personnel, dans le menu « Mon profil »).

Mettre vos coordonnées à jour sur le site d'Amundi

- ♦ Avant de partir en TPS libéré ou en retraite, indiquer un mail personnel comme adresse de contact sur le site d'Amundi, pour continuer à recevoir les notifications concernant les opérations que vous devez effectuer sur votre épargne salariale, PEG ou PERCo.

Rester informé, même après la retraite

- ♦ Suivre l'actualité de l'épargne et de l'actionnariat salariés sur le blog de l'[ADEAS](#)
- ♦ [Abonnez-vous gratuitement à nos publications dédiées à l'épargne salariale](#), pour être au courant des actus et infos pratiques, afin de bénéficier à plein de votre épargne salariale.

Prime de départ en retraite

Pour les salariés de droit privé

La plupart des conventions prévoient une prime de départ à la retraite plus favorable que celle prévue par le [code du travail](#) : consultez la convention dont vous dépendez sur [Légifrance](#) pour savoir ce à quoi vous avez droit, et vérifiez qu'Orange vous verse bien les montants qui vous sont dus.

► Demandez le calcul de votre prime de départ [via un ClicRH](#) sur anoo.

⚡ Attention

Le montant calculé par l'entreprise est souvent erroné :

- ♦ Vérifier que la date d'entrée dans l'entreprise, y compris après reprise d'ancienneté, est conforme. Cette date est souvent fautive car saisie manuellement il y a de nombreuses années. En cas de changement de société dans le groupe avec reprise d'ancienneté, celle-ci peut être incorrecte dans le Système d'Information.
- ♦ Orange se trompe souvent sur le salaire de référence qui doit inclure l'ensemble de la rémunération brute récapitulée en bas de la fiche de paye, et qui inclut l'éventuel avantage téléphone, les primes soumises à cotisations, l'indemnité de congés payés (ICP), les parts variables, les rappels de salaire, etc.

À noter :

- ♦ La prime de départ est [soumise à l'impôt sur le revenu](#).
- ♦ Selon que votre départ en retraite est [à votre initiative](#) ou [à celle de votre employeur](#), les cotisations sociales applicables diffèrent.

Dispositions des deux conventions collectives les plus répandues au sein du Groupe Orange

Convention Collective Nationale des Télécommunications (CCNT)

► [Sur Légifrance](#)

[L'article 4.4.2](#) prévoit le versement d'une prime de retraite proportionnelle au « *salaire annuel brut soumis à charges sociales versé par l'entreprise au cours des 12 derniers mois de présence effective dans l'établissement, y compris pendant les 105 jours d'indemnisation en cas de maladie prévue à l'article [4.3.1 du chapitre III](#), à l'exclusion des remboursements de frais.* »

Extrait de l'article 4.4.2

Au moment de son départ, le salarié percevra l'indemnité de retraite prévue ci-dessous ou, si cette solution est plus avantageuse pour lui, l'indemnité légale de licenciement.

L'indemnité de retraite est fixée comme suit :

- ◆ 20 % du salaire annuel brut après 10 ans d'ancienneté révolus ;
- ◆ 40 % du salaire annuel brut après 20 ans d'ancienneté révolus ;
- ◆ 60 % du salaire annuel brut après 30 ans d'ancienneté révolus.

Convention collective nationale des bureaux d'études techniques, des cabinets d'ingénieurs-conseils et des sociétés de conseils (BETIC, dit aussi Syntec)

» [Sur Légifrance](#)

Lors du départ en retraite, tel que prévu dans [l'article 20](#), une indemnité de départ en retraite est accordée au salarié, calculée selon les modalités définies [à l'article 22](#).

Extrait de l'article 22

Le montant de cette indemnité est fixé en fonction de l'ancienneté acquise à la date du départ en retraite.

A 5 ans révolus, 1 mois, plus, à partir de la sixième année, 1/5 de mois par année d'ancienneté supplémentaire.

Le mois de rémunération s'entend, dans le cas particulier, comme le 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois précédant la notification de la rupture du contrat de travail, le salaire mensuel étant compté sans primes ni gratifications, ni majoration pour heures supplémentaires au-delà de l'horaire normal, ni majoration de salaire ou indemnité liée à un déplacement ou à un détachement.



Pour les fonctionnaires

Les fonctionnaires non cadres bénéficient d'une prime de départ en retraite d'un montant de 2 440€. Cette disposition est antérieure à l'an 2000.

Compte épargne temps et congés payés

Si vous avez accumulé des jours sur votre compte épargne temps (CET), il est temps de les utiliser :

- ◆ pour partir un peu plus tôt,
- ◆ pour [alimenter votre PERCo](#),
- ◆ vous les faire payer en numéraire (exceptionnellement).

Pour les salariés de droit privé, les cotisations de retraite complémentaire Agirc-Arrco sont payées sur le CET versé en numéraire, ce qui permet de bénéficier de points supplémentaires.

⚡ Attention

- ◆ Contrairement à ce que disent les services RH, le paiement du CET en numéraire est de droit conformément à l'article [L3154-3](#) du code du travail.
- ◆ Les congés payés de l'année que vous n'avez pas pu prendre doivent être payés conformément à l'article [L3141-26](#) du code du travail.

+ d'info

- ▶▶ sur anoo : [Transférer des jours de votre CET vers le PERCo](#), avec un lien vers un simulateur et vers le formulaire de demande,
- ▶▶ sur anoo : pour connaître la valorisation monétaire de votre CET et faire vos choix en conséquence, [faites un clicRH](#), et demander le détail du calcul.



Compte personnel de formation

Pour tous

Si vous ne l'avez pas encore fait, créer votre compte sur www.moncompteactivite.gouv.fr et vérifier votre compteur formation.

À noter

Les droits accumulés sur votre compte personnel de formation (CPF) s'éteignent avec la retraite : **il faut donc les consommer avant votre départ**. Seule possibilité pour utiliser vos droits CPF après votre départ en retraite : si vous reprenez une activité salariée, sous réserve de remplir l'ensemble des conditions énoncées ci-dessous :

- ◆ Ne pas bénéficier d'une retraite calculée à taux plein ;
- ◆ Ne pas avoir bénéficié d'un dispositif de départ en retraite anticipé ;
- ◆ Ne pas avoir dépassé de 5 ans l'âge légal de départ en retraite, soit 67 ans pour une personne née à compter de 1955.

La CFE-CGC Orange a créé un organisme de formation, [l'Institut des Savoirs et des Talents](#), qui propose notamment des formations sur le numérique, utiles pour sa retraite

Pour les salariés de droit privé

La loi a transformé le fonctionnement du CPF, qui n'est plus crédité en heures, mais en euros :

- ◆ crédit de 500 € par an,
- ◆ les heures de DIF peuvent être transformées en euros à raison de 15 € par heure.

Attention : c'est à vous de transférer vos heures de DIF non utilisées en crédit financier.

Toutes les heures non transférées au 30/06/2021 seront perdues.

Dans la mesure où vous pouvez mener votre projet de formation sans l'aval de l'entreprise, vous pouvez préparer votre projet et faire votre recherche de formation directement sur le site gouvernemental <https://www.moncompteactivite.gouv.fr/>.

Pour les fonctionnaires

Vos droits sont encore exprimés en heures. En revanche, il faut pour le moment continuer de passer par l'entreprise (via Orange Learning sur l'intranet) pour formuler sa demande de formation, et obtenir la validation hiérarchique.

Pour trouver les pages qui vous permettent de formuler une demande de CPF dans Orange Learning, saisir « CPF » dans le moteur de recherche.

⚡ Attention

Les RH bloquent les demandes des personnels en TPS ou proches de la retraite, arguant qu'ils ne peuvent plus avoir de projet professionnel. Utilisez donc vos droits tant que vous êtes encore en pleine activité.

+ d'info

- ▶ sur le site de la CFE-CGC Orange : [Formez-vous avec le nouveau CPF en euros, et Récupérez 1 800 € sur votre CPF](#)
- ▶ sur anoo : [Compte Personnel de Formation](#)
- ▶ sur ServicePublic.fr : [Compte personnel de formation](#)



Autres avantages

Activités sociales et culturelles (ASC)

Avant de partir en retraite et au moment du départ

- ◆ Penser à utiliser tous vos droits d'actif avant votre départ.
- ◆ Dans certains CSE (ex CE), il existe une prestation du type « évènement de la vie » vous permettant de bénéficier d'un chèque cadeau (somme variant suivant le CSE et plafonnée en raison des règles URSSAF) pour votre départ à la retraite. Contactez votre CSE avant votre départ pour connaître les modalités.

Après le départ en retraite

Une fois à la retraite, pour le personnel d'Orange SA, c'est le CSEC (ex CCUES) qui gère directement les ASC dédiées aux retraités.

Pour en bénéficier :

- ◆ Indiquer une adresse mail personnelle dans « Mon compte » et remplir les formulaires demandés sur www.ce-orange.fr/inscription-retraites. **À noter** : il est possible de faire réactiver son compte même après son départ en retraite en suivant la procédure indiquée dans la même page.
- ◆ Vous continuerez de faire vos demandes de prestations via www.ce-orange.fr/CAS/login
- ◆ Vous disposez d'un serveur vocal dédié au 0810 007 221.

Produits et services Orange

Mobile professionnel

- ◆ Vous pouvez conserver votre numéro de mobile professionnel en reprenant la ligne à votre compte.
- ◆ Si vous n'avez pas changé de mobile professionnel depuis moins de 18 mois, et au plus tard 18 mois avant votre départ, vous pouvez profiter de l'offre de 30% sur un mobile premium, que vous pourrez ensuite conserver pour votre usage privé. Sur 100% pratique : [offre remise salariés](#)

Autres offres

Une fois en retraite, vous pouvez bénéficier des avantages suivants :

- ◆ 10% sur certains abonnements, (1 mobile et 1 Internet) via [Mon kiosque retraité](#).
- ◆ 15 % sur les terminaux fixes et les accessoires Orange des gammes fixe, internet et mobile, pour les actionnaires d'Orange adhérents au [Club des actionnaires](#).
- ◆ Conserver son coffre-fort numérique DIGIPOSTE pour y ranger ses documents personnels.

Prévoyance et complémentaire santé

Prévoyance décès, incapacité, invalidité (DII)

Si vous cotisez à une prévoyance assurant essentiellement le maintien du salaire en cas d'incapacité ou d'invalidité, sauf cas particulier, elle devient inutile : vous continuerez à toucher votre retraite en cas de maladie. **L'assurance décès associée à une prévoyance peut être utile dans certaines situations** : enfants continuant des études par exemple.

Dans tous les cas de figure, c'est à vous qu'il appartient de décider de votre politique de prévoyance après votre départ en retraite, et de faire jouer la concurrence pour obtenir les meilleures conditions pour les garanties attendues.

Pour les salariés de droit privé

En tant que salarié, vous cotisez à une prévoyance assurant essentiellement le maintien du salaire en cas d'incapacité ou d'invalidité, ou le versement d'une rente en cas de décès. (Complémentaire incapacité, invalidité décès sur la fiche de paye.)

Le contrat de prévoyance DII dont bénéficient les salariés de droit privé du groupe Orange (contrat groupe incluant les filiales françaises) est interrompu par la Direction lors de votre départ en retraite.

Pour les fonctionnaires

Les fonctionnaires d'Orange ne bénéficient pas d'un contrat groupe pour la prévoyance.

Si, à titre personnel, vous avez souscrit une prévoyance DII, elle sera donc maintenue même après votre départ à la retraite. Vous avez probablement intérêt à la résilier 3 mois avant la retraite : en cas de maladie 3 mois avant la retraite, vous continuerez d'être payé normalement jusqu'au moment où vous toucherez votre pension de retraite.

Si vous aviez souscrit ce contrat de prévoyance DII auprès de la MG avant la signature du contrat groupe pour la complémentaire santé (à effet du 1/01/2018), sauf demande expresse de votre part, il a été conservé, et votre participation au contrat de prévoyance santé inclut une cotisation de mutualisation (cot-mut). Vous conservez ainsi votre couverture et votre ancienneté dans le cadre d'une offre tarifaire spécifique ([voir notre tract](#)), mais il s'agit bien d'un contrat individuel qu'il vous appartiendra de dénoncer si vous voulez y mettre fin après votre départ en retraite.

Complémentaire santé

Tous les personnels du Groupe Orange bénéficient d'une complémentaire santé dans le cadre d'un contrat collectif responsable, actuellement assuré par la MG, qui cesse lorsque vous partez en retraite.

Vous pouvez décider :

- ◆ de conserver votre contrat dans le cadre de la loi Evin ;
- ◆ de revenir à votre ancien contrat MG si vous y cotisiez avant le contrat collectif ;
- ◆ de souscrire à une autre complémentaire santé, y compris la MG, en comparant les différentes options et en faisant plusieurs devis en ligne ;
- ◆ de choisir une complémentaire qui ne couvre que l'hospitalisation, seul poste de dépense vraiment risqué car non prévisible ;
- ◆ de supprimer votre complémentaire santé et d'assumer vous-mêmes les dépenses non prises en charge par l'Assurance maladie (Sécurité Sociale).

Conserver son contrat dans le cadre de la Loi Evin

Les principes définis par la Loi Evin (modifiée par décret le 21 mars 2017) permettent aux bénéficiaires d'une complémentaire santé souscrite par leur employeur dans le cadre d'un contrat groupe de bénéficier de tarifs encadrés pour s'assurer individuellement une fois qu'ils ont quitté l'entreprise. Il s'agit des contrats dits « sortie de groupe ».

Dans tous les cas, la participation de l'employeur disparaît (60% en 2020), et le souscripteur doit donc payer 100% de la cotisation, selon une tarification basée sur le niveau des cotisations payées dans le cadre du contrat souscrit par l'employeur :

- ◆ 1ère année : les tarifs ne peuvent être supérieurs aux tarifs globaux applicables aux salariés actifs ;
- ◆ 2ème année : les tarifs ne peuvent être supérieurs de plus de 25 % aux tarifs globaux applicables aux salariés actifs ;
- ◆ 3ème année : les tarifs ne peuvent être supérieurs de plus de 50 % aux tarifs globaux applicables aux salariés actifs.

Exemple : votre cotisation mensuelle est de 40€, la part employeur de 60€. La première année de retraite votre mensualité sera de l'ordre de 100€, la seconde année elle pourra passer à 125€ et la troisième année à 150€.

Pour bénéficier de ces contrats, vous devrez y souscrire dans les 6 mois (12 mois à la MG à partir de 2021) qui suivent votre départ en retraite.

+ d'info sur anoo

- » [Le régime de prévoyance-santé du Groupe en France pour les salariés](#)
- » [Le régime complémentaire frais de santé pour les fonctionnaires](#)

Choisir une autre complémentaire santé

Il existe de nombreux comparateurs pour vous guider dans vos choix, ainsi que des offres dédiées aux seniors, dont les besoins ne sont plus les mêmes que ceux des actifs.

Choisir une complémentaire santé hospitalisation seule

Il existe un nombre limité d'offres « hospitalisation seulement » qui sont 3 à 4 fois moins chères que les mutuelles généralistes, avec une meilleure couverture hospitalisation.

Les prix commencent à 30€ par mois.

Se passer de complémentaire santé : quelques éléments d'analyse

Il faut réfléchir à votre besoin en couverture santé, sachant que la complémentaire santé n'est pas une assurance, mais un complément à la Sécurité Sociale.

En cas de coup dur, c'est principalement la Sécurité Sociale qui vous couvrira (plus de 60% du budget de la Sécu concerne les affections de longue durée (ALD) comme le cancer ou les maladies cardio-vasculaires, quasi intégralement prises en charge par l'assurance maladie).

La complémentaire santé est en revanche utile pour la prise en charge de l'hospitalisation ou de certaines prothèses par exemple, et pour toutes les prestations de santé avec dépassement d'honoraires (de plus en plus nombreuses).

Exemple des frais d'hospitalisation

Au-delà de la participation de la Sécurité Sociale le patient paie :

- ◆ 24 €/jour de forfait hospitalier
- ◆ 20 % des frais d'hospitalisation classique (ticket modérateur)
- ◆ les éventuels suppléments pour confort personnel (téléphone, TV, internet, chambre individuelle...)

Si vous êtes hospitalisé dans un établissement public ou une clinique privée conventionnée, l'Assurance Maladie rembourse vos frais d'hospitalisation à 80 %. Votre mutuelle peut prendre en charge les 20 % restants, ainsi que certains suppléments ou dépassements d'honoraires. Le forfait hospitalier (à votre charge sauf si vous remplissez les conditions d'exonération) est pris en charge par la MG ou autre. Si vous choisissez une clinique privée non conventionnée, les frais restant à votre charge seront plus importants.

▶▶ sur ameli.fr : [Hospitalisation : votre prise en charge](#)

Pour vous guider dans votre choix il peut être utile d'avoir une idée des budgets consacrés à la mutuelle sur vos dernières années d'activité, et de connaître les montants remboursés par la mutuelle.

Combien coûte votre mutuelle pendant que vous êtes en activité ?

Le coût réel pour vous nécessite de faire le calcul à partir de la ligne « Complémentaire santé » de votre fiche de paie.

Exemple :

Pour un salarié qui touche 3 000€ brut par mois et dont le revenu imposable par part est compris entre 25 660 € et 73 369 €, c'est à dire qu'il est dans la tranche marginale d'imposition à 30% :

- ◆ Cotisation salarié : $3\,000\text{€} \times 1,35\% = 40,5\text{€}$ desquels sont déduits 30% d'impôt sur le revenu soit **une cotisation de 28,35€ net d'impôts** ;
- ◆ Cotisation employeur : $3\,000\text{€} \times 2,03\% = 60,90\text{€}$. Cette cotisation est considérée comme un revenu soumis à CSG et impôts sur les revenus. L'employeur paie donc en sus : $60,90\text{€} \times (8\% + 30\%) = 23,14\text{€}$ de CSG et d'IR, soit **un total de 84,04€ pour l'employeur**.

La mutuelle perçoit chaque mois 101,40€ de cotisation.

À la retraite, si vous souhaitez continuer de bénéficier du contrat Orange grâce à la loi Evin, la cotisation peut se monter à 152,10€ dès la troisième année (150% de la cotisation salarié + employeur). Soit un coût multiplié par + de 5 pour vous, car la cotisation n'est plus déductible du revenu imposable.

Combien votre mutuelle vous a-t-elle remboursé ?

Il peut être intéressant de savoir ce que la mutuelle a payé pour vous les 5 dernières années. Cela peut être une référence pour votre choix de mutuelle pour la retraite.

La dernière année de remboursement est disponible en ligne. L'application du règlement général sur la protection des données (RGPD) vous permet de connaître les remboursements sur 5 ans, en envoyant le message suivant à la mutuelle via l'espace client :

- ◆ Conformément à l'Article 15 du règlement général sur la protection des données (RGPD), je souhaite recevoir sous trente jours, sous format électronique et dans un format compréhensible, l'ensemble des données me concernant stockées dans votre système d'information. En particulier les données provenant de la sécurité sociale ainsi que les données de remboursement à des tiers et à moi-même
- ◆ Je souhaite en outre savoir :
 - ▶ les finalités d'utilisation de ces données,
 - ▶ les destinataires ou catégories de destinataires qui ont pu accéder à ces données,
 - ▶ la durée de conservation des données ou les critères qui déterminent cette durée, pendant mon activité ainsi qu'après mon départ de l'entreprise.

Ce que rembourse la complémentaire santé chez Orange

Pour vous aider dans votre réflexion, vos cotisations sont réparties de la manière suivante :

- ◆ remboursements de soins de ville, optique et frais dentaires pour l'essentiel,
- ◆ 19,3 % sont absorbés par les taxes et les frais de gestion en 2020 à la MG,
- ◆ sur 100€ de cotisations, une taxe de 13,27€ est prélevée pour [financer les mutuelles solidaires](#) destinées aux personnes à faible revenu.

En résumé

Souscrire à une mutuelle avec cotisation mensuelle constitue une sécurité en cas de coup dur, mais de nombreux paramètres sont à prendre en compte pour bien la choisir.



Votre départ en retraite

Si votre dossier a été vérifié régulièrement tous les 5 ans et 12 mois avant la retraite, les démarches devraient être simples :

- ◆ Si vous êtes fonctionnaire, Orange prendra l'initiative et vous fera remplir les documents nécessaires environ 6 mois à l'avance ;
- ◆ Si vous êtes salarié, il vous appartient, 4 mois avant la date souhaitée de départ en retraite, de faire la demande sur <http://www.lassuranceretraite.fr> pour le régime général et sur <https://www.agirc-arrco.fr/> pour la retraite complémentaire ;
- ◆ Si vous avez travaillé pour des collectivités publiques, il faut également demander un complément à <http://www.cdc.retraites.fr> ;
- ◆ Si vous avez une carrière mixte (fonctionnaires + droit privé), la liquidation des droits est désormais simultanée. Vous recevrez alors deux dossiers à valider et à remplir pour confirmer votre demande et faire corriger d'éventuelles erreurs. Vous devrez sûrement demander à Orange une attestation démontrant vos cotisations pendant l'année en cours, qui ne sont pas encore parvenues à la caisse de retraite.

+ d'info

- ▶ Sur ServicePublic.fr : [Je prépare ma retraite](#)



Votre check-list avant le départ

En vous référant aux différentes recommandations indiquées dans les pages précédentes de cet aide-mémoire, vous pourrez vérifier que vous obtenez bien ce à quoi vous avez droit. N'hésitez pas à utiliser le [clicRH](#) pour réclamer les documents ou les calculs qui vous manquent avant votre départ (après, c'est plus compliqué d'accéder à l'intranet).

Pour les salariés de droit privé

- ◆ Vérifier le calcul de votre prime de départ en retraite (voir plus haut).
- ◆ Obtenir un certificat de travail conforme à l'article [D1234-6 du code du travail](#). Il faut souvent le réclamer, alors qu'il devrait être fourni automatiquement.

Pour tous les personnels

- ◆ Obtenir un solde de tout compte conforme à l'article [L1234-20 du code du travail](#). Il inclut le solde d'ICP, le solde congés payés non pris et le solde de jours de CET non utilisés. Dans la mesure où Orange paye l'ICP avec parfois plus de 15 mois de retard, vous devez percevoir sur votre dernière fiche de paye un reliquat d'ICP (jusqu'à 20% de votre part variable annuelle pour celles et ceux qui en touchent une).
- ◆ Obtenir votre carte de retraité qui vous permettra de bénéficier de prestations du CSEC et des 10% de remises sur certains services Orange : aucune démarche à faire ; réception après 6 semaines, suivant sa date de départ à la retraite.
- ◆ Vérifier l'attestation de rémunération de l'année en cours qu'Orange envoie directement à la Caisse de Retraite Complémentaire. Elle est souvent fautive et peut exclure, à tort, des primes ou rappels de salaire.
- ◆ Actualiser ses revenus [sur le site des impôts](#) pour que votre taux de prélèvement à la source soit adapté.
- ◆ Communiquer son adresse mail personnelle à Amundi pour la gestion de votre PEG/PERCo et à BNP Paribas pour les actions Orange détenues au nominatif pur.
- ◆ Informer la CFE-CGC Orange du passage à la retraite pour bénéficier de la cotisation à demi-tarif et communiquer son adresse mail personnelle.

Enfin, pensez à restituer le matériel de l'entreprise

- ▶▶ sur anoo : [je pars en TPS temps libéré ou je quitte le Groupe](#)
- ▶▶ sur 100% pratique : [je quitte le Groupe ou je pars en TPS temps libéré](#)

Versements postérieurs au départ en retraite

Pour celles et ceux qui touchent une part variable

Si vous percevez une part variable commerciale, vendeur ou managériale, vous toucherez des éléments de rémunération postérieurement à votre départ en retraite.

- ◆ Vous percevrez une ou deux parts variables après votre départ en retraite (2 si vous partez entre le 2 juillet et fin août), à faire intégrer dans votre calcul de retraite.
- ◆ Les parts variables, ainsi que les rémunérations versées postérieurement à la retraite (oublis ou rectifications d'erreurs) donnent droit à participation et intéressement, que vous toucherez en mars et avril de l'année suivant celle de votre départ en retraite.
- ◆ En cas de départ au 2ème semestre, vous toucherez une part variable l'année suivante, puis l'intéressement et la participation liés à cette part variable l'année d'après, soit entre 15 et 20 mois après votre départ en retraite.

Intéressement, participation et épargne salariale

L'intéressement et la participation attribués au titre de l'année de votre départ en retraite vous seront versés en mars et avril de l'année suivante. Vous pouvez les verser dans le PEG le PERCo, sans toutefois bénéficier de l'abondement, réservé aux personnels en activité. Si vous avez fermé votre PEG à la date de versement, et que vous souhaitez y verser ces sommes, l'employeur doit vous le rouvrir.

Attention, l'intéressement et la participation versés dans le PEG sur les rémunérations perçues après votre départ en retraite sont bloqués 5 ans. Ils ne sont pas débloqués pour motif « retraite ». Il en va de même pour les montants correspondant aux ORP que vous souscrivez après votre départ en retraite.

Les versements postérieurs au départ doivent faire l'objet d'un bulletin de paie

- ◆ les parts variables (à faire intégrer dans le calcul de la retraite),
- ◆ l'intéressement,
- ◆ la participation.

Le cumul emploi-retraite

À noter

Si vous optez pour le cumul emploi-retraite, vous continuerez à cotiser pour la retraite sur les revenus de votre nouvelle activité, mais sans acquérir de nouveaux droits à retraite !

Pour les salariés

Le cumul emploi-retraite permet au retraité du régime général de reprendre une activité professionnelle et de cumuler les revenus de cette activité avec ses pensions de retraite. Le cumul peut être total ou partiel selon la situation du retraité.

+ d'info

▶ sur ServicePublic.fr : [Retraite du salarié : cumul emploi-retraite de base](#)

Pour les fonctionnaires

En tant que fonctionnaire retraité, vous pouvez cumuler votre pension de retraite avec les revenus issus d'une activité professionnelle. Ce cumul peut être intégral ou partiel, à des conditions qui varient selon que votre 1^{re} pension a pris effet à partir de 2015 ou au plus tard en 2014.

+ d'info

▶ sur ServicePublic.fr : [Retraite du fonctionnaire : cumul emploi - retraite de base](#)



Glossaire

ARRCO : Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés / AGIRC : Association générale des institutions de retraite des cadres : www.agirc-arrco.fr

CSE : Comité Social et Economique (remplace le CE, Comité d'Entreprise)

CSEC : Comité Social et Economique central (remplace le CCUES, Comité Central de l'Union Economique et Sociale) : www.ce-orange.fr

CET : Compte Epargne Temps

CNAV : Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse : <https://www.lassuranceretraite.fr>

CPF : [Compte Personnel de Formation](#)

DII : Décès, invalidité, incapacité

ICP : Indemnité de Congés Payés

ORP : Offre Réservée aux Personnels (permettant aux personnels d'acheter des actions de l'entreprise dans des conditions privilégiées telles que décote, abondement, actions gratuites, qui génèrent une bonne rentabilité)

PEG : Plan Epargne Groupe (dispositif d'épargne salariale)

PERCO : Plan Epargne pour la Retraite Collectif (dispositif d'épargne salariale)

PREFON : Retraite et prévoyance supplémentaire de la fonction publique : <https://www.prefon-retraite.fr>

PVM : Part Variable Managériale

RAFP : Retraite additionnelle de la Fonction Publique - <https://www.rafp.fr>

Restons en contact

Rester ou devenir adhérent à la CFE-CGC Orange

► bit.ly/adhererCFECCGC

- ◆ Vous bénéficiez d'un abattement de 50% sur votre cotisation, qui reste déductible à 66% de vos impôts.
- ◆ Dans de nombreux cas, la CFE-CGC reste votre seul lien avec l'entreprise, pour rester informé, actif dans le syndicat si vous le souhaitez, et faire valoir vos droits, notamment dans les domaines de l'épargne salariale, ou pour faire régulariser ce que l'entreprise vous doit – soldes de parts variables ou d'indemnités de congés payés par exemple.

Rejoindre le Club des retraités de la CFE-CGC Orange

Même après votre départ en retraite, vous conservez des liens avec l'entreprise, en matière d'épargne salariale, de tarifs privilégiés pour certaines offres Orange et aussi avec le CSEC (anciennement CCUES) qui gère les retraité(e)s (*voir chapitres dédiés*).

Le Club des Retraités d'Orange (CRO) vous propose de garder le contact entre anciens collègues d'Orange.

Mais pas seulement !

Nous voulons aussi, en partenariat avec la CIT Seniors et l'ADEAS, partager nos interrogations pour préparer le passage à la retraite et rester mobilisés pour comprendre et défendre nos intérêts.

Quelle complémentaire santé ? Comment gérer au mieux son épargne salariale ? Quelles ASC en 2020 et pour les années à venir pour les retraités d'Orange ?

Voilà nos sujets fondamentaux.

Mais nous voulons également attirer l'attention d'Orange sur l'intérêt de l'entreprise à motiver les personnels retraités pour qu'ils restent prescripteurs et facilitateurs d'Orange auprès de leur famille, leurs amis et proches en accordant à ses retraités des avantages significatifs sur les tarifs des abonnements et des terminaux.

Vos contacts Club des retraités :

- ◆ Christian BOYART – 07 86 16 67 84
- ◆ Christian BARTHOLOMOT – 06 07 21 00 15
- ◆ mail : infos-retraite@cfecgc-orange.org

Vous pouvez également consulter le site <http://unir.cfecgc.org/>, qui contient des informations dédiées aux retraités.

Vous abonner gratuitement à nos publications

►► bit.ly/abtCFE-CGC

La CFE-CGC Orange constitue une source d'information unique pour optimiser votre épargne salariale via la Lettre de l'Épargne et de l'Actionnariat Salarié et les Flash Épargne (choisir l'offre adaptée lors des offres d'actions réservées aux personnels, faire des arbitrages entre les fonds, voter en AG des actionnaires si vous détenez des actions au nominatif pur...). Nous vous conseillons de rester abonné à nos publications Épargne et actionnariat salariés.



Vos correspondants dédiés

Pierre DAVID- 06 84 80 80 09

Yves TERRAIL- 06 89 10 18 09

Pascale PEGOT- 06 71 95 41 20

infos-retraite@cfecgc-orange.org

Échanger et partager

 facebook.com/cfecgc.orange

 twitter.com/CFECCGOrange

 linkedin.com/company/cfe-cgc-orange